

Le Premier ministre préside une réunion des walis

Page 16

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dix-neuvième année - N° 5858 - Mercredi 22 mars 2023 - Prix : 10 DA

Transport aérien et maritime
**Réduction spéciale
 Ramadhan chez Air
 Algérie et l'ENTMV**

Page 3

Ramadhan

Des journées de prévention sur le diabète et le jeûne

Page 2

L'implication de la Chine pour la paix en Ukraine

Par Mohamed Habili

Les Etats-Unis ont empêché une première fois que la paix se rétablisse entre l'Ukraine et la Russie. Cela s'est produit au tout début de la guerre, lorsque par l'intermédiaire de leur voisin commun, la Biélorussie, les belligérants s'étaient montrés disposés à mettre fin aux hostilités, à la surprise de beaucoup. Un cessez-le-feu, s'il avait prévalu, aurait ouvert sur des négociations d'autant plus prometteuses qu'à ce moment la Russie n'avait pas encore annexé des territoires ukrainiens en dehors de la Crimée. La véritable cause de cette guerre étant aussi bien l'élargissement de l'Otan à l'est que l'intention clairement exprimée du pouvoir ukrainien d'en devenir membre un jour, lequel probablement ne paraissait pas pour lui très lointain, il suffisait que l'Ukraine abandonne ce projet et proclame sa neutralité pour que la guerre perde sa principale raison d'être. Les Etats-Unis ne voulaient pas d'une solution dont la première traduction serait la perte de leur influence sur l'Ukraine, dont le régime actuel leur doit tout, et d'abord son existence.

Suite en page 3

Le P' Rahal plaide pour l'humanisation et la moralisation

Service des urgences, le maillon faible des hôpitaux



Ph/D. R.

Les services des urgences des établissements hospitaliers souffrent depuis plusieurs années de multiples lacunes. Le personnel médical en sous effectif et en manque de moyens n'arrive plus à prendre en charge tous les patients à cause de la détérioration des conditions de travail et les insuffisances qui persistent. De ces faits découle une baisse de la qualité du service et des performances des urgences médico-chirurgicales.

Page 2

Automobile

L'usine Fiat livrée fin août prochain

Page 2

Equipe nationale de football

Belmadi désigne un nouveau préparateur physique

Page 15

Le P' Rahal plaide pour l'humanisation et la moralisation

Service des urgences, le maillon faible des hôpitaux

■ Les services des urgences des établissements hospitaliers souffrent depuis plusieurs années de multiples lacunes. Le personnel médical en sous effectif et en manque de moyens n'arrive plus à prendre en charge tous les patients à cause de la détérioration des conditions du travail et les insuffisances qui persistent. De ces faits découle une baisse de la qualité du service et des performances des urgences médico-chirurgicales.

Par Louisa A. R.

Les spécialistes sont unanimes à dire que le plan tracé et les moyens colossaux consacrés par l'Etat en vue d'améliorer la prise en charge des patients dans le service des urgences n'ont pas donné les résultats escomptés.

S'exprimant sur ce point, le P' Elias Rahal, directeur général des établissements de santé, a indiqué que le ministère de la Santé veille à améliorer les prestations des services des urgences médi-

co-chirurgicales des établissements hospitaliers. Il a mis en avant, lors d'une rencontre organisée en visioconférence par le ministère avec les directeurs de la santé des wilayas et les responsables des établissements hospitaliers sous tutelle, axée sur quatre questions fondamentales pour la prise en charge des patients, l'humanisation et la moralisation de ces prestations. Le Professeur a souligné, par ailleurs, l'impératif d'améliorer le tri des cas arrivés au niveau des services d'urgences médico-chirurgicales et le transfert des patients pour éviter toute éventuelle surcharge.

Afin d'alléger la pression qui pèse sur les grands établissements hospitaliers, le P' Rahal a appelé, dans ce contexte, les directeurs à améliorer les services d'urgences au sein des établissements de proximité ouverts 24/24H, rappelant que 80 % des cas urgents traités au niveau des hôpitaux devraient être pris en charge au niveau des établissements de proximité, selon les résultats des opérations d'inspection menées par la tutelle.

Concernant la numérisation des services d'urgences médico-chirurgicales, le responsable a salué le travail accompli par certains établissements hospitaliers dans les wilayas du Sud qui, a-t-il dit, sont parvenus à numériser



P.H/D. R.

ces services à hauteur de 100 %.

Pour ce qui est de l'amélioration de la restauration dans les établissements hospitaliers, troisième point abordé lors de cette rencontre, le directeur général de la Prévention et de la promotion de la santé au niveau du ministère, D' Djamel Fourar, a insisté sur l'impératif de respecter les règles d'hygiène et de sécurité sanitaire dans la préparation des repas et d'assigner cette tâche à un personnel qualifié, tout en respectant les horaires de distribution des repas. Pour ce qui est de l'uniformisation de la tenue de chaque corps à travers les différents éta-

blissements hospitaliers, quatrième point sur lequel a insisté le ministère, le secrétaire général, Mohamed Talhi, a rappelé les instructions données par le ministère concernant la tenue, les équipes d'inspection ayant relevé l'absence de tenue unifiée pour chaque corps.

Le responsable a insisté sur l'impératif de respecter les consignes, proposant, selon les directives du ministère, une couleur pour la tenue de chaque corps. Pour s'assurer de la qualité des prestations de santé prodiguées au niveau des services des urgences et médicaux et relever

les lacunes enregistrées dans plusieurs domaines avant de formuler des observations, des commissions d'inspection créées sur ordre du ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, entameront dans les prochains jours leur mission dans plusieurs établissements hospitaliers à travers le territoire national. Ces visites d'inspection s'inscrivent dans le cadre des mesures visant la prise en charge du malade et l'amélioration du service et des conditions de travail au niveau des activités médicales et paramédicales.

L. A. R.

Ramadhan Des journées de prévention sur le diabète et le jeûne

Avec l'avènement du mois sacré du ramadhan, des journées de prévention et de sensibilisation sur «le diabète et le jeûne» ont débuté dans la circonscription administrative de Sidi Abdellah, Alger-Ouest, et s'étaleront jusqu'au 22 mars. L'initiative vise à sensibiliser les citoyens en général et les diabétiques en particulier, aux risques qu'ils encourent en cas de jeûne sans consulter un médecin, afin de les orienter et les informer des précautions à prendre pour éviter d'éventuelles complications, indique le wali délégué de la Circonscription administrative de Sidi Abdellah, Benhaddou Abdelmoumen.

Pour sa part, le directeur délégué de la santé et de la population, Moussa Zeghdoudi, fait état de la mobilisation de médecins spécialistes dans toutes les disciplines liées au diabète, dont l'atelier du dépistage précoce, de la femme enceinte diabétique, du diabète chez l'enfant et de la prise en charge médico-psychologique. D'autres espaces sont dédiés à l'alimentation saine, aux bienfaits de l'activité physique pour les diabétiques et aux laboratoires de dépistage du diabète pour les personnes non suivies ou non encore diagnostiquées. D'autres médecins ont insisté sur le respect des horaires de prise des médicaments recommandés par le médecin traitant, de mesurer leur glycémie régulièrement et de ne pas hésiter à rompre le jeûne si ça s'impose, tout en veillant à pratiquer leur activité physique après la rupture du jeûne.

R. N.

Automobile

L'usine Fiat livrée fin août prochain

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, avait annoncé, lors de la cérémonie de lancement en Algérie de la marque italienne de voiture, que l'usine «Fiat» d'Oran entrera en phase de production avant la fin 2023. De son côté, le wali d'Oran, Said Sayoud, a indiqué que le projet de réalisation de l'usine automobile de la marque italienne Fiat sera livré à Tafrroui fin août prochain, signalant que la cadence des travaux est «satisfaisante». Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection du projet par des cadres du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, en présence de Ahmed Zayed Salem, conseiller du ministre, le directeur de Stellantis chargé de la région MENA (Middle-East & North Africa), Samir Cherfan et l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, Said Sayoud a souligné que la société Stellantis a fourni toutes les capacités pour livrer le projet dans les délais impartis. Le même responsable a

indiqué que le projet prévoit deux bâtiments, la réalisation du premier a atteint un taux d'avancement de 85 % et du deuxième 30 %, faisant savoir que les travaux d'aménagement externe ont été lancés et le taux d'avancement varie d'un chantier à l'autre. Concernant les réseaux divers, le wali d'Oran a affirmé que le raccordement de l'usine aux réseaux d'électricité, de téléphone et d'Internet est réalisé à 100 %, en attendant son alimentation en eau dans de brefs délais et le raccordement au réseau d'assainissement relié à la station d'épuration d'El Kerma. Said Sayoud a déclaré que la zone industrielle de Tafrroui réservera 40 hectares pour abriter les fournisseurs locaux et les sociétés de sous-traitance dans le domaine de l'automobile, ce qui représente une opportunité pour ceux qui souhaitent investir dans ce domaine. Pour sa part, le directeur de Stellantis chargé de la région MENA (Middle-East & North Africa), Samir Cherfan, a affirmé que l'usine générera quelque 600 emplois directs dès son lance-

ment et devra atteindre 2 000 postes dans les trois prochaines années. Pour l'investissement dans l'usine d'Oran de fabrication de voitures Fiat, le Groupe Stellantis a injecté 200 millions d'euros dans le cadre d'une première tranche, pour démarrer dans une première phase dans la production de quatre modèles, dont la Fiat 500 et la Fiat Doblo. Le conseiller du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ahmed Zayed Salem, a souligné que le programme d'accompagnement des PME est inscrit dès le départ dans le cadre du programme d'accord avec le partenaire Fiat, car il accorde une grande importance aux entreprises locales de sous-traitance. Le taux d'intégration dans ce projet atteindra 30 % en 2026. Il concerne la tôle, la carrosserie, la peinture et les accessoires tels que les sièges, les câbles, le volant, les gaines en plastique, le boîtier, les batteries, les amortisseurs, les pneus. Pour rappel, l'opération de commercialisation des premières voitures de

marque italienne Fiat en Algérie a été lancée dimanche à Alger, lors d'une cérémonie organisée par Stellantis Algérie, en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, de l'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Pugliese et de l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria. Par ailleurs, les cadres du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et de la société Stellantis ont visité le complexe sidérurgique Tosyali dans la daïra de Bethioua (Est d'Oran), qui a lancé la réalisation d'une usine de tôles en acier d'une capacité production de 2 millions de tonnes par an. Le membre du Conseil d'administration du complexe, Alp Topcuoglu, a affirmé que cette production sera destinée vers la satisfaction des besoins locaux de l'industrie automobile, d'appareils électroménagers, de tuyauterie et à l'exportation.

Meriem Benchaoua

Journée internationale des forêts

Campagne de plantation de 100 000 arbres à travers le pays

■ «100 000 arbres seront plantés à travers le territoire national et un riche programme est prévu au niveau local et central, dont des activités de sensibilisation sur les forêts et les arbres», a indiqué la Direction générale des forêts (DGF) qui a célébré, hier, la Journée internationale des forêts.

Par Thinhinane Khouchi

Le thème choisi pour la célébration de la Journée internationale des forêts 2023 est «Les forêts et la santé», avec pour slogan «Des forêts saines pour des populations en bonne santé», souligne la Direction générale des forêts qui a célébré, hier, cet événement sous le patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, au niveau de l'Institut technologique spécialisé de formation agricole d'Alger (ITSFA, ex-ITMAS), explique un communiqué de la DGF. A cette occasion, la DGF a prévu un riche programme au niveau local et central, dont des activités de sensibilisation sur les forêts et les arbres, ainsi qu'une campagne de plantation de 100 000 arbres à travers le pays, a-t-elle fait savoir. Expliquant le choix de ce thème qui met en évidence l'effet de la forêt sur la santé humaine, la DGF a souligné que «les forêts offrent, directement ou indirectement, d'importants avantages qui bénéficient à la santé de tous les êtres humains. Non seulement pour ceux dont l'existence est étroitement liée aux écosystèmes forestiers mais aussi pour ceux qui vivent loin des forêts, notamment pour les populations urbaines». A ce propos, la DGF a fait constater



que la reconnaissance de l'importance des forêts en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'est considérablement accrue au cours des dernières années, mais leur rôle dans la santé humaine a reçu moins d'attention. «La nutrition et la santé sont intrinsèquement liées : un bon état nutritionnel ne peut être obtenu sans un bon état de santé et inversement», souligne le document. «Par conséquent, lorsque l'on se penche sur leurs interactions avec les forêts, il est essentiel d'aborder la question de la santé et celle de la nutrition en même temps», a-t-elle encore expliqué, ajoutant que

les forêts sont également à l'origine d'une vaste gamme d'effets bénéfiques pour la santé et le bien-être qui vont au-delà de ceux en général associés au cadre de la sécurité alimentaire et de la nutrition. «C'est pourquoi, il est vital de préserver ces ressources naturelles si précieuses. Il est nécessaire d'agir en faveur des forêts car des forêts saines sont nécessaires à des populations en bonne santé», a-t-elle recommandé. Chaque année, à l'occasion de la Journée internationale des forêts, les pays sont encouragés à entreprendre des initiatives locales, nationales ou internatio-

nales impliquant les forêts, telles que des campagnes visant à planter des arbres, rappelle la DGF. Par ailleurs, il est à noter que le directeur général des forêts (DGF), Djamel Touahria, lors du Forum de la Radio nationale, que depuis le 25 octobre dernier, Journée nationale de l'arbre et de lancement de l'opération de boisement pour la saison en cours, plus de 4 millions d'arbres ont été plantés avec la participation des différents acteurs, y compris les associations, compte tenu de la grande importance de l'opération.

T. K.

Agriculture

Les revenus générés par les produits forestiers dépassent 606 millions de dinars

Les revenus générés par les ventes des produits forestiers nationaux ont atteint 606,21 millions de dinars en 2022, selon les données publiées, hier, par la Direction générale des forêts (DGF) à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des forêts. Ce montant comprend 178,71 millions DA provenant de l'exploitation du bois, 288,23

millions DA de la récolte de liège et 105,52 millions DA des amodiations et 33,73 millions DA qui proviennent de l'exploitation de produits divers, a précisé la DGF. La direction affirme, toutefois, que la production de bois, toutes catégories confondues, a été «faible» ces dernières décennies, ne couvrant que 15 % des besoins nationaux.

Par conséquent, l'industrie de transformation du bois compte essentiellement sur les bois importés (bois tropicaux et bois européens). S'agissant des produits forestiers non ligneux, le liège est de loin le plus valorisé, ajoute la DGF, soulignant qu'il constituait une ressource «stratégique» du fait de ses multiples usages (bouchonnerie, parquet, isolation thermique).

Cependant, la production de ce produit noble se situe seulement entre 60 000 et 80 000 qx/an. Une quantité jugée «relativement faible» mais les potentialités d'augmenter la production nationale de liège à court terme sont «considérables» et pourraient même grimper à plus de 200 000 qx, estime la DGF. Concernant les programmes de reboisement lancés par l'Algérie, la DGF a fait savoir que plus de 1 million d'hectares ont été implantés depuis 1962, dont 856 820 ha au titre du Plan national de reboisement, avec 60 % de plantation forestière, 36 % de plantation fruitière et 4 % de plantation pastorale.

Au-delà de son importance économique, la DGF met en exergue le rôle de la forêt dans l'amélioration du niveau de vie des populations rurales et le développement de l'écotourisme. Dans ce cadre, le rapport affirme que le secteur des forêts génère une moyenne de 60 000 emplois permanents par an.

T. H.

Transport aérien et maritime

Réduction spéciale Ramadhan chez Air Algérie et l'ENTMV

L'entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) a annoncé, hier dans un communiqué, le lancement d'une réduction exceptionnelle de 50 % sur les billets de voyage à destination de l'Algérie, durant le ramadhan et les deux jours de l'Aïd. «Conformément aux conclusions du Conseil des ministres, tenu le lundi 20 mars 2023, l'ENTMV a le plaisir d'informer son aimable clientèle composée des ressortissants algériens établis à l'étranger, de la réduction

exceptionnelle de 50 %, accordée sur la billetterie à destination de l'Algérie, pour des voyages à effectuer durant le mois sacré du ramadhan et les jours de l'Aïd El Fitr, pour leur offrir la possibilité de passer ce mois sacré en Algérie au sein de leurs familles, et ce, à compter du 21 mars 2023 à minuit», est-il indiqué dans le communiqué. De son côté, Air Algérie a lancé hier une réduction de 50 % sur les classes de voyages «Y» et «H» au départ de l'international vers l'Algérie, à l'occasion du

O. L.

LA QUESTION DU JOUR

L'implication de la Chine pour la paix en Ukraine

Suite de la page une

On sait comment ils avaient procédé : ils avaient dépêché Boris Johnson, alors Premier ministre en fonction, à Kiev, pour y tenir ce langage ne tolérant pas de réplique : vous ne recevrez plus aucune aide ni de notre part ni de celle des autres pays occidentaux si vous acceptez le cessez-le-feu qui vous est proposé. On ignore aujourd'hui pourquoi cet avertissement a suffi pour faire changer de direction à Kiev. Une explication plausible serait qu'il n'était pas certains alors que le cessez-le-feu et l'accord qui en découlerait seraient respectés par la Russie. A l'époque, entre l'Ukraine et la Russie, il n'y avait que la Biélorussie, un médiateur dévoué certes, mais qui n'est pas une puissance de premier plan à même d'en imposer à la Russie. Or il en fallait au moins une pour garantir un accord comme celui qui était envisagé. Il se trouve que le plan de paix en débat aujourd'hui, le plan chinois, repose lui aussi sur le même préalable, celui d'un cessez-le-feu immédiat, commandant tout le reste. On peut même dire qu'il n'est que cela : un arrêt des combats, qui s'il est accepté et surtout respecté par les parties prenantes est susceptible de se prolonger dans un accord abordant tous les autres motifs de conflit. Aucune solution n'est possible tant que les affrontements se poursuivent, sinon une victoire écrasante d'un camp sur un autre, et encore, la guerre pourrait prendre dans ces conditions de nouvelles formes. Un cessez-le-feu lui par contre pourrait prendre possible jusqu'à l'impossible. Le président chinois est encore en visite d'Etat en Russie, s'attardant sûrement avec son hôte sur les propositions pour la paix faites par son pays, dont tout le monde maintenant connaît le détail. On sait par ailleurs qu'une vidéoconférence doit se tenir entre lui et le président ukrainien, à son retour en Chine. La Chine peut donner à l'Ukraine les garanties dont elle avait pu manquer au début de la guerre, du temps de la médiation biélorusse. L'Ukraine s'est d'ailleurs dite intéressée par l'initiative chinoise. Elle a même engagé la Chine à user de son influence sur la Russie dans l'intérêt de la paix. Elle s'est gardée de la repousser sans autre forme de procès comme l'ont fait les Etats-Unis, et d'autres pays. Il existe encore un motif d'espérer. Paradoxalement, c'est le style débridé dont usent les Américains pour alerter la communauté internationale sur la tromperie chinoise. Ils seraient beaucoup plus sereins s'ils ne nourrissaient aucune crainte sur l'attitude de Kiev par rapport à l'offre de médiation chinoise.

M. H.

Chikhi : les jeunes devraient s'en inspirer

Le chahid Mustapha Benboulaïd, une figure exceptionnelle

■ Le conseiller du président de la République chargé des archives et de la Mémoire nationale, Abdelmadjid Chikhi, a affirmé, lundi à Batna, que le chahid Mustapha Benboulaïd est «une figure exceptionnelle dont les jeunes doivent s'inspirer».

Par Hamid N.

Intervenant à une conférence tenue à l'Université Batna-1 sur le chahid à l'occasion du 67^e anniversaire de sa mort, M. Chikhi a estimé que Benboulaïd a été forgé par «l'oppression et l'injustice que subissait alors le peuple algérien et comptait parmi les rares militants nationalistes qui avaient saisi le pouls profond du peuple et pris la décision de planifier et

déclencher la révolution libératrice». La vie de ce chahid, a-t-il ajouté, comme celle de ses pairs dans le mouvement nationaliste, mérite d'être étudiée pour «éclairer la voie aux jeunes, afin qu'ils ne se désintéressent pas de l'histoire et des sacrifices de ces hommes pour l'émancipation du pays».

«Nous devons transmettre le vécu de ces hommes aux générations montantes pour qu'elles en tirent les enseignements», a ajouté l'intervenant qui a invité les chercheurs et les écrivains à produire des écrits et des livres qui aident les jeunes à mieux comprendre et à se rapprocher

d'avantage de ces figures, recommandant de faire preuve de précaution dans ces écrits importants dans l'écriture de l'histoire.

La conférence qui s'est déroulée en présence du wali Mohamed Benmalek, de cadres du ministère des Moudjahidine et des Ayants droit, d'universitaires et d'étudiants, a donné lieu à plusieurs conférences, dont celles du D' Mohamed Laïd Matmar et D' Ali Adjekou, sur l'esprit stratégique et l'importance de la communication chez Mustapha Benboulaïd.

En marge de la rencontre, des ouvrages sur la révolution



ont été remis par le ministère des Moudjahidine à la bibliothèque de l'université Batna-1.

H. N.

Skikda Début des travaux d'une aire de pose d'hélicoptère

Les travaux de réalisation d'une aire de pose d'hélicoptère ont été lancés en début de semaine dans la localité de «Kef Fatma», dans la commune de Benazouz (Est de Skikda), a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya. Le projet s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre les incendies de forêt et de protection de la sécurité des personnes et des domaines forestiers, selon les mêmes services. Présidant la cérémonie de lancement du projet, la wali, M^{me} Houria Medahi, a insisté sur la réception de ce projet qui mobilise 67 millions DA «à la fin du mois de mai prochain au plus tard» pour qu'il soit opérationnel dès le lancement du plan anti-feux de forêt.

Elle a estimé que cet équipement constitue un acquis important pour la wilaya et la protection de ses forêts. Le projet, qui bénéficie au dispositif de la Protection civile, s'étend sur une aire de 12 000 m², a-t-on précisé. Au cours de l'été passé, la wilaya de Skikda a enregistré 46 incendies de forêt qui avaient ravagé 1 145 hectares, en plus de 22 feux de maquis ayant détruit 479 hectares, selon le bilan de la Protection civile de wilaya. R. A.

Hydrogène Organisation demain d'un atelier de présentation de la Stratégie nationale

Le ministère de l'Energie et des Mines organise demain à Alger un atelier de présentation et de promotion de la Stratégie nationale de développement de l'hydrogène, a-t-il indiqué, lundi, dans un communiqué.

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, procédera à l'ouverture des travaux de

cet atelier, en présence des ministres de l'Environnement et des Energies renouvelables, et de l'Industrie et la Production pharmaceutique, a précisé la même source.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre de «la mise en œuvre de la feuille de route du développement de l'hydrogène en Algérie», explique le communiqué.

Il verra la participation de plusieurs secteurs, notamment ceux qui ont contribué à l'élaboration de cette feuille de route, à savoir l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, l'Industrie, l'Environnement et des Energies renouvelables, le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique ainsi que le secteur

de l'Economie de la connaissance et des Start-up, ajoute le communiqué.

Seront invités, également, les représentations diplomatiques et différents organismes nationaux et internationaux pour prendre connaissance des axes et phases de déploiement de cette stratégie, conclut le document.

Sam N.

Sonelgaz/Direction de distribution de Gué de Constantine Programme spécial Ramadhan pour assurer la continuité du service

La Direction de distribution de Gué de Constantine (Alger), relevant de Sonelgaz-distribution, a mis en place un programme spécial Ramadhan pour assurer la continuité du service durant le mois sacré du ramadhan, a indiqué, lundi, un communiqué de cette direction.

«La Direction de distribution de Gué de Constantine a mis

en place un programme spécial de permanence et d'intervention durant le mois de ramadhan, en vue d'assurer la continuité et la qualité de l'approvisionnement en gaz et en électricité», lit-on dans le communiqué.

«Plus de 20 équipes d'intervention ont été mobilisées, à travers les six services techniques du gaz et de l'électricité,

pour parer à toute éventualité pouvant survenir sur les réseaux énergétiques et provoquer une coupure, outre le renforcement du système de permanence au niveau de la direction et des huit agences commerciales pour une prise en charge optimale des préoccupations des clients tout au long du mois sacré», a ajouté la même source.

La direction a également rappelé à ses clients que «le service d'inspection gratuite du réseau interne de gaz à domicile se poursuit pendant le mois de ramadhan, compte tenu de la mobilisation du centre d'appel pour recevoir les préoccupations de sa clientèle 24h/24h via le numéro 3330», conclut le communiqué.

K. L.

Séminaire national à Constantine Appel en faveur de l'amélioration de la terminologie journalistique

Les participants au séminaire national sur «la traduction journalistique en Algérie, réalités et perspectives», ont appelé, lundi à Constantine, à «la nécessité d'améliorer la terminologie journalistique dans le monde arabe, pour en préciser la signification et en perfectionner l'usage».

Le docteur Hassan Hadjadj, de l'université Salah-Boubnider Constantine-3, est intervenu sur «la problématique du contenu de l'information en Algérie, de la traduction de la terminologie tradi-

tionnelle aux défis de l'étude du sens fonctionnel des termes des médias numériques», au cours du séminaire organisé par la Faculté des sciences de l'information et de la communication et de l'audiovisuel de l'université Constantine-3.

Il a souligné la nécessité d'adopter un style et une terminologie unifiés, selon les techniques des sciences de la traduction, de l'informatique et de l'information, afin d'en maîtriser la fonctionnalité et produire un contenu reflétant les réalités

modernes.

Le même intervenant a signalé que la réplique du contenu numérique doit être conçue en fonction des demandeurs, car celui-ci change selon les milieux et la population, préconisant des équipes pluridisciplinaires de recherche pour unifier la terminologie, en rapport avec les mutations numériques et en intégrant dans l'enseignement des sciences de l'information et de la communication. Le Docteur Abdelhadi Bouroubi de l'université Constantine-3, qui a intitulé

son intervention «Le traducteur face au texte journalistique : spécificité du texte et impact sur la langue», a évoqué le facteur de l'urgence dans la fonction de traducteur de presse, estimant que cet aspect de la traduction journalistique influe sur la qualité en passant d'une langue à une autre. Le même intervenant a estimé que le critère de la traduction journalistique réside dans le sentiment du lecteur qui doit considérer qu'il est devant un texte original. Pour sa part, le Docteur Khalsa Ghomazi, de

l'université Mohamed-Lamine-Debaghine Sétif-2, est intervenue dans une communication sur «la traduction, un bien ou un mal pour les langues ?», considérant que la langue constitue un aspect important, car elle joue un rôle essentiel dans la transmission du message, quel que soit le support de transmission, et se préoccupe d'être accessible au plus large public, d'être précise, claire, concise, directe, familière, pour atteindre, avec le maximum d'efficacité, le but recherché.

Maya H.

Finances

Laziz Faïd reçoit une délégation du Groupe qatari Ooredoo

■ Le ministre des Finances, Laziz Faïd, a reçu une délégation du Groupe qatari Ooredoo, conduite par son président exécutif, Aziz Othman Fakhrou, avec laquelle il a discuté des opportunités d'investissement et de partenariats offertes en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère.

Par Salima K.

Lors de cette entrevue tenue lundi au siège de son département ministériel, M. Faïd et la délégation d'Ooredoo «ont passé en revue l'état des investissements du Groupe qatari en Algérie et les opportunités offertes, en vue de leur développement et élargissement vers de nouveaux domaines», selon le communiqué. A cette occasion, M.

Fakhrou a exprimé «la disponibilité de son Groupe à faire bénéficier l'Algérie de sa grande expérience acquise à l'international». Les deux parties se sont félicitées également de la nouvelle impulsion des relations économiques bilatérales qui est intervenue, notamment à la faveur du lancement officiel donné en marge des travaux de la 31^e session ordinaire de la Ligue des Etats arabes, par le président de la République et l'Emir du Qatar, des deux nouveaux projets, à savoir la réalisation de l'hôpital algéro-qatari-allemand, et de celui portant extension du complexe de la société algéro-qatarie de sidérurgie de Bellara.

La délégation qatarie a exprimé, à cette occasion, «sa satisfaction quant à l'évolution de ses investissements en Algérie et fait part d'un grand intérêt pour développer et diversifier ses activités en Algérie, notamment à la faveur de la promulgation des nouvelles dispositions visant à améliorer l'attractivité de l'Algérie à l'investissement et au partenariat». Le ministre a saisi l'occasion pour procéder à une brève présentation des récentes réformes engagées par le gouvernement algérien et les actions mises en œuvre pour la promotion d'un



écosystème favorable à l'investissement et l'entrepreneuriat. Les deux parties ont convenu, au terme de cette entrevue, d'«œuvrer conjointement pour un

renforcement et une consolidation des relations de coopération économique et financière, en mettant à profit les grandes potentialités de partenariat



gagnant-gagnant entre les opérateurs économiques des deux pays», selon le communiqué du ministère.

S. K.

Credit Suisse L'exposition des banques en zone euro «très limitée», selon Christine Lagarde

Les banques en zone euro ont une exposition «très limitée» envers Credit Suisse, en particulier s'agissant des milliards en obligations évaporés après la reprise par la banque rivale UBS, a affirmé la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. L'exposition des établissements en zone euro surveillés par la BCE est «très limitée au Credit Suisse, en particulier en ce qui concerne les (titres de dette) AT1, on parle de millions», a expliqué M^{me} Lagarde, alors que 16 milliards de francs suisses de ces titres ont été annulés d'un coup par la fusion UBS/Credit Suisse. En Allemagne, Deutsche Bank a une exposition «proche de zéro» sur ces obligations et elle est «nulle» chez Commerzbank, ont affirmé à l'AFP les porte-parole de ces établissements. Hors secteur bancaire, l'assureur français Axa a affirmé lundi ne pas être exposé aux actions ou obligations à risque dites AT1 de Credit Suisse. Les titres de dette AT1, aussi connus sous le nom de «CoCo», ont été créés dans le sillage de la crise financière de 2008 et entrent dans le calcul des fonds propres d'une banque au sens large. Les autorités suisses ont décidé de faire porter une partie du fardeau financier du rapprochement entre Credit Suisse et UBS sur le dos des porteurs de telles obligations, privilégiant ainsi les actionnaires de la première. Le traitement est différent en zone euro, où les détenteurs d'actions «seraient les premiers à absorber les pertes et ce n'est qu'après leur pleine utilisation que les Additional Tier 1 seraient concernés», avait indiqué la BCE dans la matinée.

Agences

Pétrole

Hausse du Brent à plus de 74 dollars

Les prix du pétrole rebondissaient hier, après avoir commencé la semaine par des pertes, les investisseurs se montrant prudents avant la décision de politique monétaire de la Fed, mais rassurés par l'absence de nouvelles turbulences bancaires.

Hier matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai prenait 1,22 % à 74,69 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en avril, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 1,43 % à 68,61 dol-

lars. Les inquiétudes au sujet de la santé du secteur financier se sont calmées, l'absence de nouveaux remous autour du rachat de Credit Suisse par son rival UBS ayant rassuré les investisseurs.

Cette petite accalmie redonne

de l'attrait aux actifs à risque comme les matières premières.

L'attention des investisseurs pétroliers est tournée vers la prochaine décision monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed) à l'issue de sa réunion d'hier et d'aujourd'hui.

Fatah N.

Royaume-Uni

Les finances publiques plombées en février par les aides à l'énergie

Les finances du Royaume-Uni ont été plombées en février par l'impact des aides publiques liées aux factures d'énergie des ménages, a annoncé, hier, l'Office britannique des statistiques (ONS).

L'emprunt du secteur public en février a atteint 16,7 milliards de livres (19 milliards d'euros), davantage que les attentes des économistes et niveau le plus élevé pour ce mois depuis que les statistiques mensuelles ont commencé en 1993.

Après un mois de janvier qui s'était révélé meilleur que prévu pour les caisses de l'Etat, l'em-

prunt s'est envolé en février «en grande partie en raison des dépenses substantielles consacrées aux programmes de soutien à l'énergie», précise l'ONS dans son rapport mensuel.

Le gouvernement britannique aide les ménages face à l'envoie des factures d'énergie qui alimentent une inflation à plus de 10 % depuis des mois dans le pays.

Le ministre britannique des Finances, Jeremy Hunt, a présenté hier un budget dans lequel il a notamment prolongé pour trois mois un plafonnement des factures d'énergie pour les

ménages britanniques qui aurait dû être relevé au 1^{er} avril.

«Nous sommes déterminés à soutenir les ménages et les entreprises face à la hausse des prix et dépensons environ 1 500 livres par ménage pour aider sur les factures d'énergie cet hiver», a fait valoir M. Hunt, hier, dans un communiqué.

Pour autant, l'emprunt public en cumulé depuis le début de l'exercice fiscal en cours (qui s'achève fin mars au Royaume-Uni) reste dans les clous des prévisions. Les analystes tablent sur une amélioration des finances publiques dans les

mois à venir grâce au recul des prix de l'énergie sur les marchés internationaux.

Mais le grand risque est que les turbulences du secteur bancaire aggravent le ralentissement économique et que l'amélioration récente des finances publiques soit balayée, préviennent des économistes.

Fin février, la dette du secteur public atteignait 2 507,3 milliards de livres, environ 99,2 % du Produit intérieur brut (PIB), un niveau qui n'avait plus été vu depuis le début des années 1960.

N. T.

Blida

Exportation de près de 500 bobines et accessoires en bois vers le Sénégal

■ Réputée pour la densité de son couvert végétal, la wilaya de Blida compte plusieurs entreprises industrielles activant dans le domaine du bois, dont l'inspection phytosanitaire de la DSA œuvre à assurer l'accompagnement.

Par Ghani Y.

Plus de 470 bobines et accessoires en bois ont été exportés récemment par une entreprise industrielle de Blida

Guelma

L'Ecole des sous-officiers de l'intendance présente ses méthodes et moyens modernes

L'Ecole des sous-officiers de l'intendance chahid Seddik Bouridhe de Guelma, relevant de la 5^e Région militaire, a ouvert ses portes lundi au public à qui a été présenté les méthodes et moyens modernes de formation de l'établissement. Dans son allocution d'ouverture en présence d'un grand nombre d'étudiants universitaires, lycéens, scouts, acteurs associatifs et journalistes, le commandant de l'Ecole, le colonel Hadj Hend, a indiqué que cette manifestation s'inscrit dans le cadre du plan de communication du ministère de la Défense nationale 2022-2023 et de la politique d'ouverture de l'Armée nationale populaire (ANP) sur le public pour raffermir la relation avec les citoyens.

Ces manifestations, que le commandement supérieur de l'ANP tient à organiser, sont une opportunité aux jeunes pour intégrer les rangs de l'ANP, héritière de l'ALN, et reflètent l'image d'une institution républicaine professionnelle au service de la nation et de la défense du pays et de son intégrité territoriale, a ajouté le même officier.

Ce dernier a souligné que cette école qui relève de la Direction centrale de l'intendance est une importante institution qui assure une formation de qualité conforme aux méthodes modernes des cadres de l'armée de l'intendance dans diverses spécialités et dispose, pour cela, de tous les moyens humains et matériels nécessaires.

Les visiteurs ont découvert, à l'occasion, les divers départements de l'Ecole, dont ceux de la planification et de la programmation, de l'enseignement général avec ses laboratoires des langues, ateliers et salles, de l'enseignement militaire (topographie, tir, reconnaissance, liaisons, défense cybernétique). Le public a également visité les structures sportives et culturelles mises à la disposition de ses élèves, dont un stade de football en gazon naturel, une piste athlétique, une bibliothèque, une salle de cinéma et une salle de conférences.

L'Ecole des sous-officiers de l'intendance de Guelma a été créée en 1982 et baptisée en 2014 du nom du chahid Seddik Bouridhe.

R. R.

vers le Sénégal, a-t-on appris, lundi, auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

«Une entreprise industrielle de la wilaya a procédé à l'exportation de 473 bobines et accessoires en bois vers le Sénégal, suite à l'obtention d'une autorisation d'exercice d'activités de traitement de matériaux d'emballage en bois destinés à l'exportation», a indiqué, à l'APS, le directeur du secteur, Kamel Foudhala.

Cette opération, première du genre à l'échelle de la wilaya, a été réalisée suite à un contrôle effectué par l'inspection phytosanitaire de la wilaya, qui a soumis le produit à un traitement à haute température aux fins de confirmer sa conformité aux normes internationales en vigueur dans le domaine, a ajouté le même responsable.

«Réputée pour la densité de



son couvert végétal, la wilaya de Blida compte plusieurs entreprises industrielles activant dans le domaine du bois, dont l'inspection phytosanitaire de la DSA

œuvre à assurer l'accompagnement», a souligné M. Foudhala.

Le responsable n'a pas exclu l'organisation, à l'avenir, d'autres opérations d'exportation simi-

lares, d'autant plus que «cette matière (bois) est très prisée par de nombreux pays», a-t-il observé.

G. Y.

Tébessa

30 millions DA pour l'amélioration de l'AEP à Chréa

Le directeur général de l'Algérienne de eaux (ADE), Mustapha Reguig, a annoncé, lundi depuis la commune de Chréa, wilaya de Tébessa, qu'une enveloppe financière de 30 millions DA a été allouée pour le raccordement de quatre puits profonds en cours de réalisation, au château d'eau principal de cette commune, en vue d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants.

Au cours d'une visite de travail dans la wilaya, il a précisé que cette enveloppe financière a été autorisée pour le raccordement des 4 puits profonds d'un débit de 25 litres/secondes, au château principal de la localité de «Kara Lamri», dans la commune de Chréa.

Le directeur général de l'ADE a suivi un exposé sur la situation de l'approvisionnement en eau potable dans cette commune,

estimant que la rareté de l'eau est due à une période de sécheresse prolongée qui se poursuit depuis plusieurs années, entraînant la réduction de la nappe phréatique et la baisse des rendements des puits.

M. Reguig a assuré que le ministère de tutelle a donné son accord récemment, pour le forage de puits profonds dans la commune de Chréa, et la rénovation du réseau de distribution et son extension, ainsi que le lancement d'une vaste opération de réparation des fuites, l'élimination des points noirs, afin de récupérer d'importantes quantités d'eau dont bénéficieront les citoyens.

Pour sa part, la directrice des ressources en eau de la wilaya de Tébessa, Sonia Rehaïlia, a souligné que la commune de Chréa compte 95 000 habitants qui nécessitent un volume de 14 296 m³/jour. La collectivité

produit seulement 3 542 m³/jour avec un déficit de 10 000 m³, et est alimentée par 11 puits profonds et 19 châteaux d'eau.

Elle a ajouté que le secteur des Ressources en eau a prévu diverses mesures à court terme afin de produire 4 234 m³/jour, en réhabilitant 4 puits profonds notamment, la rénovation et l'extension des réseaux et la réparation des fuites, ainsi que l'organisation du réseau de distribution en 7 secteurs opérationnels pour améliorer les conditions de distribution et la moyenne des volumes distribués.

A moyen et long terme, la même responsable annonce la réalisation d'une deuxième station de pompage des eaux dans la région de Faydh El Mehri, pour un montant estimé à 40 millions DA, le renforcement de l'AEP de Chréa à partir de la commune de Ma Labiod, ainsi que la relance du projet de bar-

rage d'Aïn Babouche, la réalisation du transfert de la wilaya de Mila par le barrage d'Ourkis dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, pour atteindre la commune de Chréa.

Le directeur général de l'ADE a procédé, à la faveur de cette visite, à la mise en service de la station de pompage d'Oum Khaled dans la commune de Tlijdène, d'un débit de 60 litres/seconde, et donné le coup d'envoi du projet d'une deuxième station de pompage dans la localité de Faidh El Mehri à Chréa, avant d'inspecter le forage d'un puits profond d'un débit de 25 litres/seconde dans la localité d'Abla de la même commune, où les travaux sont achevés. Le forage est au stade des essais et sera opérationnel «avant l'été», tandis qu'un autre puits entrera en fonction après sa réhabilitation.

Maya H.

Agriculture à Mostaganem

Le wali au rendez-vous de l'abondante récolte de pomme de terre

Le président de la Chambre d'agriculture, Charef Abdelkader Bendaha, a assuré à notre correspondant que Aïssa Boulahya, wali de Mostaganem, s'est engagé à rendre disponible la semence en quantité suffisante et concédé au secteur beaucoup de facilitations pour insuffler la production de la pomme de terre. Et d'expliquer que c'est le wali qui a veillé à la réorganisation de la filière, celle de la distribution des semences et au timing de sa disponibilité, ce qui s'est soldé par

d'extraordinaires résultats. La wilaya de Mostaganem, nous a appris le président, a exploité cette année plus de 3 000 hectares de terres pour une production moyenne de primeur de 350 quintaux à l'hectare. En effet, cette production s'est annoncée cette année en avance de 20 jours sur celle de Oued Souf, ce qui va, entre-temps, combler le manque et réduire les prix à la consommation. Le président a déclaré qu'en rendant visite aux fellahs et après les explications données, le wali a affiché sa

satisfaction et encouragé tous ceux qui travaillent dans la filière pour promouvoir ce produit. Aujourd'hui, sa sortie l'a amené sur une des grandes exploitations de Bouguirat, afin de superviser l'abondante récolte de ce tubercule ô combien précieuse dans l'alimentation de base des Algériens. Accompagné de Driss Abbassa, P/APW, le wali a longtemps écouté les exploitants, les a encouragés et s'est engagé à les accompagner pour continuer à améliorer la filière. Pour rappel,

la wilaya de Mostaganem s'est hissée à un ranking national très appréciable dans la production de pomme de terre ces dernières années. Les quantités produites durant les trois saisons, soit en primeur ou de saison et hors saison à Mostaganem pour un total de 10 800 hectares exploités, suffisent aisément au marché national. Aujourd'hui et dans ce contexte, l'Algérie table beaucoup sur la production de la pomme de terre.

Lotfi Abdelmadjid

Assises sur «la politique de l'industrie cinématographique en Algérie»

Les professionnels algériens à l'étranger y prendront part

■ Les Assises régionales sur «la politique de l'industrie cinématographique en Algérie» sont organisées depuis quelques temps dans plusieurs villes du pays, en perspective des Assises nationales prévues le 29 et 30 avril prochain à Alger.

Par Abla S.

Les professionnels sont souvent nombreux à participer aux débats ouverts par le ministère de la Culture avec les différents acteurs dans le domaine cinématographique pour revenir sur les problèmes du secteur et les solutions possibles. La démarche la plus importante est l'implication de toutes les personnes concernées dans ces débats, y compris les Algériens installés à l'étranger. Cette initiative, saluée par les professionnels du cinéma, a enregistré une forte participation lors de son premier rendez-vous organisé dimanche via visioconférence. Les personnes qui souhaitent participer à la deuxième rencontre prévue dimanche prochain sont appelés à remplir un formulaire sur la plateforme numérique du ministère de la Culture et des Arts, annoncent les organisateurs.

Il est à noter que les participants aux Assises régionales sur «la politique de l'industrie cinématographique en Algérie» ont appelé à l'implication de tous les

secteurs pour opérer une «véritable révolution» dans le cinéma.

Les professionnels du secteur cinématographique ayant pris part à ces assises dont le but majeur est de débattre et enrichir le projet de loi relatif à l'industrie cinématographique, ont plaidé, dans plusieurs villes, pour «l'implication de tous les secteurs», du fait que l'industrie cinématographique est un domaine «vital et complexe, relié en de nombreux points avec d'autres secteurs».

Certains participants ont appelé, dernièrement à Tipaza, à la mise en place de mécanismes juridiques, en vue d'un accompagnement «efficace» impliquant plusieurs secteurs ministériels pour assurer le développement et la prospérité du secteur privé, aux plans national, régional et international, selon une vision économique et artistique au service de l'industrie cinématographique et de l'image de l'Algérie.

Plusieurs participants de différentes régions du pays ont exprimé leur souhait de voir ces rencontres et assises couronnées par la promulgation «d'une loi qui



permettra une transition de la politique de parrainage vers une véritable révolution de nature à promouvoir l'industrie cinématographique».

Pour les professionnels du cinéma algérien, «la loi sur l'industrie cinématographique remonte à 2011, ses textes d'application datent de 2013, elle est

donc considérée comme dépassée au regard des défis, enjeux, et évolutions en cours dans ce domaine».

A. S.

En marge du Fespaco

Pourquoi le cinéma africain est à un tournant

Cela relève d'une tradition. En effet, depuis plusieurs années, chaque édition de la biennale change quelque peu le visage de la capitale burkinabè : par-ci et par-là, des rues marchandes qui ne désespèrent pas, des hôtels et restaurants qui débordent de clients tandis que le quartier général de l'événement, le siège du festival, grouille de monde jusqu'à tard les nuits. Sans oublier ces longues files de cinéphiles devant les (quelques) salles obscures qui, les jours ordinaires, intéressent peu de gens... Dans l'imaginaire de certains, c'est cet enthousiasme qui sert de baromètre de succès d'une édition de Fespaco comparée à une autre. Au-delà, c'est ainsi qu'est jaugé l'état de forme même du 7^e art africain. Justement : dans quel état se trouve le cinéma africain ? Quels sont les défis auxquels il fait face ? Quelles perspectives ? Des questions qui méritent d'être posées, alors que, d'après l'Unesco, l'industrie du cinéma pourrait créer 20 millions d'emplois en Afrique et générer 20 milliards de dollars de revenus par an.

Sous un chapiteau géant dressé dans l'enceinte de la cour du Fespaco, le Marché international du cinéma et de l'audiovisuel bat son plein. Des stands juxtaposés les uns aux autres abritent des expositions de différents pays africains participant au festival ainsi que des structures nationales et internationales intervenant dans le 7^e art ou dans l'audiovisuel. Cet espace initié en 1983 est réservé chaque édition à la promotion du cinéma du continent, à des échanges entre producteurs, distributeurs, porteurs de projets et diffuseurs du Fespaco. Vingt et une éditions après le premier Mica, des pro-

blématiques de développement du cinéma africain qui y sont généralement discutées restent d'actualité. En première ligne : la formation, les moyens techniques, le financement des productions, la qualité et la compétitivité des films africains hors du continent.

Un difficile accès aux financements

Abel Kouamé, participant du Mica, décrit un cinéma africain d'aujourd'hui qui fait face à «de multiples défis». En termes d'ampleur, le premier, selon ce réalisateur-producteur ivoirien, est l'accès aux guichets de financement, gérés en majorité par l'État à travers des fonds d'appui à la culture ou à l'industrie cinématographique. «Il est difficile d'avoir accès à des guichets structurés et qui ont suffisamment de ressources pour aider les productions», avoue le responsable du studio Afrika Toon, producteur de six longs-métrages d'animation dont «Pokou, princesse Ashanti» et de plusieurs séries télé. Il explique que cet accès difficile est dû à la rareté, sinon à l'absence même de guichets : «En Afrique de l'Ouest par exemple, on n'a que quelques pays comme la Côte d'Ivoire, le Burkina et le Sénégal qui disposent de guichets de financement. Les autres pays peinent à en avoir». Conséquence ? «On est très souvent obligé de revoir à la baisse plein de choses prévues dans la réalisation pour se conformer au budget obtenu», confie Isis Ismaël Kaboré, jeune réalisateur burkinabè. Et l'impact sur la qualité des films est sans appel. «Si la production n'a pas les sous, on va faire des films en bricolant», déplore

Amath Niane, chef opérateur image sénégalais.

Le modèle économique en question

Au-delà de l'accès aux guichets se pose la question du modèle économique du cinéma sur le continent africain, quand bien même «différent d'une région du continent à l'autre». C'est du moins, selon Boukary Sawadogo, professeur de cinéma à City University de New York aux États-Unis, spécialiste des cinémas africains et auteur de plusieurs ouvrages dont «Les Cinémas francophones ouest-africains» (Éd. Harmattan, 2013). Ce chercheur, ancien membre de Commission cinéma fiction de l'Organisation internationale de la Francophonie, pointe l'absence d'un «écosystème local et pérenne», hormis les séries télé qui sont soutenues, dans leur majorité, par un financement des chaînes de télévision. En posant cette problématique, Boukary Sawadogo met en exergue les limites d'un financement historique par l'État et parfois par des organismes internationaux ou des gouvernements occidentaux. Sous l'angle historique, il analyse que le soutien de l'État et des partenaires extérieurs commence dès les années 1960-1970 avant de se tarir dans les années 1990 : «Avec la crise économique et les plans d'ajustement structurels dans les années 1990 en Afrique, le secteur de la Culture n'était plus prioritaire pour les États. Dans le même temps, les financements européens se sont estompés, l'Europe ayant porté son regard vers la reconstruction de sa partie orientale après la chute du mur de Berlin», explique-

til, en faisant remarquer un retour des États dans le financement du cinéma au cours des dernières années avec l'ouverture de guichets ; la réhabilitation ou la construction de salles de cinéma. Par cette analyse, Boukary Sawadogo fait observer un «désengagement et un retour de l'État pour montrer que le cinéma n'est pas assis sur un modèle».

Le problème récurrent du manque de salles

À écouter les professionnels, il n'y a pas que le segment de la production qui rencontre «des blocages». Presque toutes les autres composantes de la chaîne de valeur sont affectées. Le réalisateur malien Bouna Cherif Fofana pense que les professionnels africains des métiers du cinéma ont encore du chemin à faire en termes de distribution. En cause, l'insuffisance des salles de projection. «À part le Burkina, on ne trouve pas aisément sur le continent un pays qui a dans sa capitale au moins cinq salles de cinéma. À quoi bon faire des films s'il n'y a pas de salles pour les montrer ?», interroge le réalisateur. Et de s'appuyer sur l'exemple de son pays : «Au Mali, on a une seule salle fonctionnelle et d'autres vétustes que l'on souhaite, depuis longtemps, voir réhabiliter, mais sans suite. Dans les régions, il n'y a presque pas de salles. Comment le cinéma peut-il marcher sans salles ?», poursuit-il. «En Côte d'Ivoire, nous n'avons que six écrans en attendant d'autres qui se mettent en place. Six écrans pour tout un pays, ce n'est pas suffisant», témoigne, pour sa part, le producteur et réalisateur Abel Kouamé.

Bernard Kaboré/Le Point



Russie

Xi dit faire de sa relation «stratégique» avec Moscou une «priorité»

■ Xi Jinping a affiché, hier en Russie, la «priorité» qu'il accordait aux relations «stratégiques» entre Moscou et Pékin, deux «grandes puissances», signifiant ainsi son entente avec Vladimir Poutine face aux Occidentaux en plein conflit en Ukraine.

Par Rosa C.

Au deuxième jour de sa visite d'État en Russie, M. Xi a estimé que son déplacement répondait à une «logique historique», car «nous sommes les plus grandes puissances voisines et des partenaires stratégiques à tous les niveaux».

Le président chinois, qui s'exprimait lors d'un entretien avec le Premier ministre russe, Mikhaïl Michouline, a également dit que Pékin «continuera de donner la priorité au partenariat stratégique global entre la Chine et la Russie», selon des propos rapportés par les agences de presse russes.

M. Xi, qui doit s'entretenir cette semaine avec M. Poutine après un premier entretien lundi, a également confié qu'il avait invité le président russe à lui rendre visite en Chine «quand il

pourra cette année», malgré le mandat d'arrêt émis la semaine dernière par la Cour pénale internationale contre le maître du Kremlin.

Hasard du calendrier ? Alors que M. Xi affiche son soutien à Moscou en pleines tensions avec les pays occidentaux, le Premier ministre japonais, Fumio Kishida est, lui, arrivé hier en Russie pour une visite surprise, saluée comme «historique» et «signe de solidarité et de coopération forte» entre Kiev et Tokyo par la diplomate ukrainienne Emine Djepar, sur Twitter.

M. Kishida, qui était le seul dirigeant membre du G7 à ne pas encore être allé à Kiev depuis le début du conflit en février 2022, doit y rencontrer le président ukrainien, Volodymyr Zelensky.

Tokyo s'est joint aux sanctions occidentales contre la Russie et a annoncé en février une nouvel-

le aide de 5,5 milliards de dollars (5,1 milliards d'euros) à l'Ukraine.

Le conflit en Ukraine, justement, sera au cœur des discussions entre MM. Xi et Poutine, après un entretien «informel» lundi, lors duquel ils ont affiché leur entente, en se donnant par exemple du «cher ami».

Lors de ce premier entretien, qui a duré plus de quatre heures, M. Poutine s'était dit prêt à discuter d'une initiative de Pékin visant à stopper ce conflit.

Le président russe a couvert d'éloges son puissant hôte chinois, saluant notamment sa «position juste et équilibrée sur les questions internationales».

Mais si la Chine se pose en intermédiaire en Ukraine, l'Occident juge que Pékin soutient trop Moscou pour être crédible. Washington accuse même les autorités chinoises d'envisager de livrer des armes à la Russie, ce qu'elles démentent.

D'autres, en Occident, jugent que la Chine pourrait s'inspirer de l'attaque russe en Ukraine pour prendre le contrôle de Taïwan. Lundi encore, le chef de la diplomatie américaine, Antony Blinken, a affirmé que «le monde ne doit pas être dupe face à toute décision tactique de la Russie, soutenue par la Chine ou tout autre pays, de geler le conflit (en Ukraine) selon ses propres conditions».



PH. > D. R.

M. Blinken a souligné que M. Xi s'était rendu en Russie trois jours à peine après le mandat d'arrêt de la CPI visant M. Poutine ce qui, selon le diplomate américain, suggère que la Chine n'éprouve pas le besoin «de tenir responsable le président (russe) des atrocités infligées à l'Ukraine».

Pour sa part, Kiev, prudent sur les intentions chinoises, a exhorté lundi M. Xi à «user de son influence sur Moscou pour qu'il mette fin à la guerre d'agression».

Interrogé par l'AFP, l'expert français Antoine Bondaz, spécialiste de la diplomatie chinoise, estime que Pékin cherche à promouvoir dans le dossier ukrainien une «image de facteur de stabilité (...) particulièrement auprès des pays non-occidentaux», tout en essayant de «délégitimer les régimes démocratiques».

Ces dernières années, Pékin et Moscou se posent en effet

comme des contrepoids géopolitiques à la puissance américaine et ses alliés.

Mais outre les considérations géopolitiques, les questions économiques seront au cœur des discussions cette semaine entre MM. Poutine et Xi.

La visite de M. Xi en Russie intervient au moment où cette dernière a massivement réorienté son économie vers Pékin, face aux lourdes sanctions occidentales qui la visent.

Comme un symbole de cette intégration économique croissante, le géant gazier russe Gazprom a annoncé hier avoir livré la veille une quantité «record» de gaz via le gazoduc transfrontalier «Force de Sibérie».

Selon le Kremlin, MM. Xi et Poutine doivent signer plusieurs documents, notamment une déclaration commune portant sur l'approfondissement de leurs relations économiques d'ici à 2030.

R. C.

Commentaire

Luttes

Par Fouzia Mahmoudi

Les manifestations contre la réforme des retraites continuent à battre leur plein en France, mais le gouvernement tient bon et est bien décidé à faire passer son projet coûte que coûte, quitte à le faire en force et prendre le risque de renforcer la contestation dans la rue. Elisabeth Borne a en effet décidé de saisir «directement le Conseil constitutionnel», a annoncé Matignon, pour un examen «dans les meilleurs délais» du texte de la réforme des retraites. Une annonce faite quelques heures après le rejet de deux motions de censure à l'Assemblée, validant ainsi l'adoption de la réforme des retraites. La Première ministre souhaite ainsi que «tous les points soulevés au cours des débats puissent être examinés», a précisé Matignon, alors que l'opposition parlait de recourir au Conseil constitutionnel. La gauche contestait en particulier le fait que cette réforme puisse être menée par le biais d'un projet rectificatif du budget de la Sécurité sociale. Le Conseil constitutionnel doit, par ailleurs, examiner la recevabilité d'une demande de référendum d'initiative partagée, initiée par la gauche, pour contester le projet de gouvernement, et qui lui a été soumise lundi. Quelque 250 parlementaires, députés et sénateurs principalement de gauche, l'ont déposée, alors que la réforme vient d'être adoptée au Parlement. Le Conseil doit en vérifier la recevabilité, en regardant notamment si la consultation porte sur les domaines de «l'organisation des pouvoirs publics, des réformes relatives à la politique économique, sociale ou environnementale et aux services publics qui y concourent». Puis pourrait s'ouvrir le recueil des signatures citoyennes, afin de tenter d'atteindre un dixième des électeurs, soit 4,87 millions de signatures, dans un délai de neuf mois, pour ouvrir la voie à un référendum. Dans leur texte, les parlementaires de gauche jugent que le «choix de rallonger la durée au travail accentue les inégalités sociales et porte particulièrement préjudice aux populations les plus vulnérables». Ils proposent de soumettre à un référendum le fait que le départ à la retraite «ne peut être fixé au-delà de soixante-deux ans». Procédure complexe, le référendum d'initiative partagée (RIP) n'a jamais abouti depuis son introduction dans la Constitution en 2008, à l'initiative de Nicolas Sarkozy. Mais la réforme des retraites d'Emmanuel Macron a réussi à cristalliser l'opinion et pourrait ainsi donner lieu à une consultation populaire, qui si elle aboutissait, serait un terrible camouflet pour le président français qui a misé tout son deuxième mandat sur ce projet de loi. L'espoir de voir le mouvement populaire s'essouffler au fil des semaines ne s'est pas concrétisé et le gouvernement doit faire face à une opposition populaire déterminée à contrer l'exécutif et dont la mobilisation risque de continuer après le vote final du projet de loi controversé.

F. M.

Proche-Orient

Tollé arabe contre un ministre israélien niant l'existence des Palestiniens

L'Autorité palestinienne et plusieurs pays arabes ont fermement dénoncé, lundi, les propos d'un ministre israélien d'extrême droite ayant nié l'existence des Palestiniens comme individus et comme peuple. «Il n'y a pas de Palestiniens car il n'y a pas de peuple palestinien», a déclaré dimanche soir le ministre des Finances israélien, Bezalel Smotrich, lors d'une visite privée à Paris, selon une vidéo largement partagée sur les réseaux sociaux. «Ce genre de commentaire n'aide pas du tout», a déclaré Farhan Haq, porte-parole du Secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. L'ONU «continuera à soutenir les droits du peuple palestinien et à pousser pour une solution à deux États, israélien et palestinien, vivant côte-à-côte dans la paix et la sécurité», a-t-il ajouté.

En visite privée à Paris, M. Smotrich a fait ces déclarations le jour même de pourparlers en Égypte pour tenter d'atténuer les tensions à l'approche du ramad-

han et alors que le conflit israélo-palestinien est aspiré dans une nouvelle spirale de violence ayant fait déjà plus de cent morts depuis le début de l'année.

«Après 2 000 ans d'exil, les prophéties (de la Bible) commencent à se réaliser et (...) le peuple d'Israël retourne chez lui», a déclaré M. Smotrich.

«Il y a des Arabes autour qui n'aiment pas cela, alors que font-ils ? Ils inventent un peuple fictif et prétendent à des droits fictifs sur la terre d'Israël», a-t-il ajouté.

Ces «propos incendiaires» selon lesquels «il n'y a pas de peuple palestinien et que celui-ci est une invention (...) est une preuve irréfutable du racisme de l'idéologie sioniste extrémiste du gouvernement israélien dirigé par Benjamin Netanyahu», a déclaré le Premier ministre palestinien, Mohammad Shtayyeh. Mais pour M. Smotrich, «c'est la vérité historique, c'est la vérité biblique (...) et cette vérité, les Arabes en Israël doivent l'entendre (et elle doit être entendue ici au palais

de l'Élysée et à la Maison-Blanche à Washington».

Ces paroles témoignent de la «politique raciste et fasciste» d'Israël, a déclaré le mouvement islamiste Hamas, appelant la communauté internationale, dont la France, à prendre «fermement position contre l'occupation israélienne des Territoires palestiniens».

M. Smotrich a tenu ses propos derrière une pupitre avec une carte figurant un Israël incluant les territoires qu'il occupe depuis 1967 et la Jordanie voisine.

Condamnant des propos relevant d'un «racisme extrême», le ministre des Affaires étrangères jordanien a prévenu que «l'utilisation d'une (telle) carte pourrait être une violation du traité de paix israélo-jordanien de 1994».

L'ambassadeur israélien en Jordanie a ensuite été convoqué par les autorités qui lui ont remis une «lettre de protestation aux termes forts qu'il doit transmettre à son gouvernement», a indiqué le ministère jordanien en soirée.



Natation

Un plan d'accompagnement au profit de 4 nageurs en vue des JO-2024

ALGERIAN Aquatics Federation a élaboré un «plan spécial» pour accompagner quatre athlètes dans leur quête de décrocher des billets pour les prochains Jeux olympiques (JO) prévus l'été 2024 à Paris, a-t-on appris du directeur des équipes nationales au sein de l'instance, Lamine Benabderrahmane. Ce responsable, qui s'exprimait en marge du Championnat national des minimes et juniors qui vient de se dérouler à Oran, a fait savoir que le plan en question concerne Jaouad Syoud, Oussama Sahnoun, Abdellah Ardjoun et Amel Mellih.

«Les nageurs en question sont en pleine préparation avec leurs clubs respectifs, aussi bien ici qu'à l'étranger, pour réussir l'objectif tracé, celui de réaliser les minimas qui leur permettent de décrocher des billets pour les JO 2024», a-t-il déclaré. Annonçant que les qualifications aux JO ont été lancées le 1er mars en cours, il a fait savoir que la fédération table également sur d'autres nageurs susceptibles de réaliser les minimas «A» ou «B».

Dans ce contexte d'ailleurs, trois nageurs ont pris part récemment à deux compétitions à Nice et Marseille (France), à savoir Ramzi Chouchar, Jaouad Syoud et Abdellah Ardjoun, qualifiant de «satisfaisants» les résultats réalisés pour l'occasion, notamment Syoud qui a décroché

trois médailles de différentes couleurs. Evoquant le Championnat national des minimes et des juniors, tenu au Centre nautique du complexe «Miloud-Hadefi», le directeur des équipes nationales a informé que cette épreuve a permis la qualification de quatre nageurs aux prochains Championnats arabe et africain des jeunes catégories.

Et d'ajouter : «Dans l'ensemble, nous sommes satisfaits des résultats réalisés dans ce championnat et surtout de la grande concurrence ayant marqué les épreuves des minimes, une catégorie qui a vu l'émergence de beaucoup de nageurs, ce qui augure d'un avenir meilleur pour la natation algérienne».

Ce technicien a, en outre, mis en exergue «les progrès réalisés par des clubs de différentes régions du pays, à l'image de ceux des wilayas de Blida, Boumerdès et Oran». «Par le passé, on assistait à une domination sans partage des clubs d'Alger surtout, mais cette fois-ci d'autres clubs sont sortis du lot, ce qui renseigne du bon travail qu'ils sont en train de réaliser et qu'on ne peut qu'encourager», s'est-il réjoui.

Pour rappel, le Championnat national a vu la domination, au tableau général des médailles (filles et garçons), de l'USM Alger chez les minimes et le MC Alger chez les juniors.

Echecs/ Phase finale du Championnat d'Algérie jeunes

Djerroud Chahrazed et Aissani Fethallah sacrés

LES ÉCHÉPHILES Djerroud Chahrazed du CS Béjaïa (U18 filles) et Aissani Fethallah de l'AMCC Ain M'lila (U18 garçons) ont remporté le Championnat d'Algérie des échecs jeunes catégories, clôturé lundi à l'auberge d'Ain Benian (Alger), après cinq jours de compétition.

Chez les juniors filles, Djerroud Chahrazed, du club CS Béjaïa, a dominé la compétition avec 7 points, 6 victoires et un nul sur sept rondes, devant Nassr Ryma du MB Mohammadia d'Alger, avec 5,5 points et Benelfekir Imène de l'OMSE Bologhine (5 points).

En juniors garçons, Aissani Fethallah, de l'AMCC Ain M'lila, a remporté six points sur 7 rondes devant Adrar Ayoub du FC Aokas Béjaïa avec 5,5 points, alors que Kacem Abdelkader, du Club Kaid-Ahmed de Tiaret, a complété le podium avec 5 points.

Chez les moins de 16 ans, Mazouz Nouha, du NB Mohammadia en filles, et Amrane Abdellah, de l'ES Tizi Ouzou en garçons, se sont adjugés la 1re place.

A l'issue de cette phase finale du Championnat

d'Algérie, le premier de chaque catégorie en filles et garçons représentera l'Algérie au Championnat d'Afrique des jeunes catégories des échecs, prévu en juin prochain en Egypte.

Cette phase finale, disputée selon le système suisse en sept rondes à la cadence de 40 minutes au finish avec ajout de trente secondes par coup joué, a été jugée «très appréciable» par le directeur de la compétition, l'arbitre international Benelfekir Karima.

Cette compétition, organisée du 16 au 20 mars par la Ligue de wilaya d'Alger des échecs en collaboration avec la Fédération algérienne des échecs, a regroupé 71 jeunes échéphiles des catégories des moins de 16 ans et 18 ans en filles et garçons, qualifiés des phases régionales représentant les différentes régions du pays.

Une cérémonie de remise des trophées et de cadeaux a clôturé ce rendez-vous sportif, en présence des membres de la Fédération algérienne des échecs et de représentants de la Direction de la jeunesse et des sports.

Equipe nationale de football Belmadi désigne un nouveau préparateur physique

Les changements du coach national, Djamel Belmadi, n'ont pas touché uniquement l'effectif et le groupe des joueurs, mais aussi les membres du staff technique.



Batiste renforce le staff technique de l'EN

Par Mahfoud M.

Ainsi, le staff a connu l'arrivée du nouveau préparateur physique, Hamid Batiste. Âgé de 37 ans, il a débuté dans le football de haut niveau dans sa ville avec le Toulouse FC, avant de suivre Pascal Dupraz à Caen puis Saint-Etienne. Depuis 2019, la reathlétisation et la préparation des joueurs en sélection revenait principalement à Rémi Lancou qui succèdera à Alexandre Dellal, parti avec fracas durant la préparation de la CAN en Egypte. En outre, l'entraîneur des gardiens, Bouras, est blessé et ne sera pas présent lors de cette double confrontation face au Niger. C'est donc l'ancien entraîneur des keepers de l'EN U 20, Merouane Messai, qui a rejoint la sélection nationale. Par ailleurs et pour ce qui est de l'effectif, le sélectionneur national Djamel Belmadi a exécuté son plan de reconstruction en faisant appel à six nouveaux joueurs pour la première fois depuis son arrivée en août 2018. Il est vrai que les deux échecs concédés l'année dernière ont poussé Belmadi à rebâtir une équipe en proie au doute. La nécessité d'in-

suffler un nouveau sang est devenue importante, sinon vitale, pour relancer la sélection algérienne et la positionner sur une nouvelle orbite face aux échéances internationales qui l'attendent. Ainsi, les Kévin Guitoun (SC Bastia), Zinédine Belaïd (USM Alger), Jaouen Hadjam (FC Nantes), Ryan Aït-Nouri (Wolverhampton), Farès Chaïbi (Toulouse FC), et Badreddine Bouanani (OGC Nice), ont foulé pour la première fois le terrain du Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avec l'objectif de décrocher une place de titulaires et bousculer, pourquoi pas, la hiérarchie. En revanche, la convocation de ces jeunes capés a contraint le coach national à se passer du service de plusieurs joueurs-cadres, à l'image du gardien de but Raïs M'bolhi, Hocine Benayada ou encore Saïd Benrahma. «Je ne peux pas dire si ces nouveaux joueurs vont réussir ou non, je ne suis pas dans l'art de la divination. Il y a eu une première étape qui consistait à faire venir ces éléments. Ils ont accepté et ça me touche. La seconde étape est de savoir comment chacun va évoluer.

J'espère que tout le monde sera un joueur important pour l'équipe nationale. Je n'ai aucune certitude», a indiqué le coach national lors de la conférence de presse tenue dimanche à Sidi Moussa. Belmadi a entamé son processus de reconstruction, sans pour autant remettre en question le travail accompli auparavant qui avait permis aux «Verts» de remporter la CAN-2019 en Egypte. Mais l'objectif dans l'immédiat est de sceller la qualification pour la CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Côte d'Ivoire, et cela passe fatalement par deux victoires : jeudi au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h00) et lundi prochain au stade Hamadi-Agrebi de Radès à Tunis (17h00), le stade du Général Seyni-Kountché de Niamey n'étant pas homologué par la Confédération africaine de football (CAF). Vainqueur en juin 2022 de ses deux premiers matchs à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement devant la Tanzanie (2-0), l'Algérie est leader du groupe F avec 6 points, devant le Niger (2 points), alors que la Tanzanie et l'Ouganda suivent derrière avec un point chacun.

M. M.

Judo / Grand Slam d'Antalya

L'Algérie avec 10 athlètes en Turquie

Dix judokas (6 messieurs et 4 dames) représenteront l'Algérie au tournoi «Grand Slam d'Antalya», prévu du 31 mars au 2 avril en Turquie, selon la liste publiée lundi par les organisateurs. Il s'agit de Waïl Ezzine (-66 kg), Dris Messaoud (-73 kg), Imad Aghiles Benazoug (-81 kg), Mustapha Yasser Bouamar (-100kg), Mohamed El Mehdi Lili (+100 kg) et Mohamed Sofiane

Belrekaâ (+100 kg) chez les messieurs, ainsi que Faïza Aïssahine (-52 kg), Zina Bouakache (-57 kg), Belkadi Amina (-63 kg) et Sonia Asselah (+78 kg) chez les dames. Au total, 576 judokas (337 messieurs et 239 dames) représentant 82 pays des cinq continents ont confirmé leur participation à cet important tournoi international, qui met en jeu un nombre

considérable de points dans la perspective d'une qualification aux prochains Jeux olympiques d'été, prévus en 2024 à Paris (France). Avec 25 judokas engagés, la France sera le pays le mieux représenté dans ce tournoi, devant l'Allemagne (23) et la Mongolie (20), au moment où certaines nations, comme l'Uruguay et la Norvège, n'ont engagé qu'un seul athlète.

Ministère du Travail

Installation du Conseil national de la mutualité sociale

LE CONSEIL national de la mutualité sociale, un organe consultatif chargé de présenter des propositions sur des questions relatives au domaine de la mutualité sociale, a été installé hier à Alger. Le Secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Akli Berkati, qui a présidé la cérémonie d'installation, a indiqué que ce Conseil est «un espace qui regroupe les mutualités sociales pour échanger les vues, présenter des propositions et élaborer des études dans ce domaine pour promouvoir les mutuelles». «Le ministère comp-

te actuellement 29 mutuelles sociales activant dans les différents secteurs professionnels et assurant une couverture sociale complémentaire à plus d'un million d'adhérents», a-t-il précisé. «Le secteur du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, chargé du contrôle de la conformité des mutuelles sociales avec la législation et la réglementation en vigueur, veille à assurer un accompagnement permanent à la promotion des mutuelles sociales, étant le deuxième pilier du système des assurances sociales», a ajouté M. Berkati.

Slim O.

APPO

4^e réunion à Alger des sociétés nationales des hydrocarbures

LES TRAVAUX la 4^e réunion des P-DG des sociétés nationales des hydrocarbures des pays membres de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO) ont débuté hier à Alger, sous la présidence du P-DG du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar. Outre le secrétaire général de l'APPO, Omar Farouk Ibrahim, cette réunion est marquée par la participation de 15 délégations représentant les sociétés SNPC (République du Congo), SNH-BENIN (Bénin), Tchad SHT (Tchad), PETROCI (Côte d'Ivoire), SONAHYDROC (République démocratique du Congo), SNH CAMERON (Cameroun), PETROSEN (Sénégal), SONIDEP (Niger), SONAGAS et GEPETROL (Guinée

Equatoriale), Libyan NOC (Libye), NNPC Limited (Nigeria), Strategic Fuel Fund (Afrique du Sud), GNPC (Ghana), SONANGOL (Angola). Les délégations africaines sont composées de plus de 70 participants, selon les organisateurs. Cette manifestation a pour objectif d'échanger les expériences entre les pays membres, discuter des problématiques liées aux hydrocarbures au niveau du continent africain et rechercher des solutions aux défis de ce secteur. Créée en 1987 à Lagos (Nigeria), l'APPO a pour mission de faciliter les échanges et de créer un espace d'harmonisation, de collaboration et de partage d'expérience et d'expertise entre ses sociétés membres.

R. E.

Ramadhan et développement local

Le Premier ministre préside une réunion des walis

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane a présidé, hier au Palais du gouvernement (Alger), une réunion de coordination par visioconférence ayant regroupé le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad et les walis de la République, consacrée à l'examen des dispositions et préparatifs pour le mois de Ramadhan et au suivi des différents projets de développement au niveau local. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du suivi des dispositions et mesures décidées en vue de prendre en charge les différents dossiers en lien avec le quotidien du citoyen au niveau local et suivre les préparatifs pour le mois sacré de Ramadhan, et ce en application des instructions données au gouvernement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en réunion du Conseil des ministres, tenu lundi.

Dans ce cadre, des orientations ont été données à l'effet de prendre toutes les dispositions

pour assurer l'approvisionnement des marchés en différents produits alimentaires et faire face aux tentatives de créer une pénurie ou de spéculation, tout en veillant à l'organisation des marchés et des opérations de solidarité durant le mois sacré. Les dossiers de l'investissement, du recensement agricole, de l'urbanisme et de l'hygiène publique, ainsi que les préparatifs pour la saison estivale, ont été également abordés lors de cette réunion.

R. N.

Skikda

Cinq blessés dans l'effondrement d'une partie d'une bâtisse abandonnée

CINQ personnes ont été blessées suite à l'effondrement, dans la nuit de lundi à mardi à la cité Didouche-Mourad du centre ville de Skikda, d'une partie d'une bâtisse abandonnée, a indiqué la Protection civile. Selon la même source, les agents de la Protection civile sont intervenus immédiatement après l'effondrement de la partie d'une bâtisse

abandonnée abritant un kiosque au rez-de-chaussée. Les premiers secours ont été dispensés sur place à deux victimes qui ont eu des blessures légères et à trois autres se trouvant en état de choc avant leur évacuation à l'hôpital de Skikda. Les services de la sûreté territorialement compétents ont ouvert une enquête sur cet incident.

O. B.

Le pétrole en chute libre



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Vols à Béjaïa

Deux individus mis sous les verrous

■ L'auteur de la tentative de hold-up qui a eu lieu en fin de semaine dernière au bureau de poste de Taâssat, relevant de la municipalité de Béjaïa, a été arrêté par les éléments de la police de la 7^e sûreté urbaine de Béjaïa.

Par H. Cherfa

Le criminel, âgé de 28 ans, a été surpris à 3h du matin par une patrouille de la police en mission dans le cadre de la lutte contre le crime, en train d'escalader le mur de l'établissement. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «l'individu a fait irruption via une fenêtre arrière de l'étage supérieur du bureau de poste». Et d'ajouter : «Une fois à l'intérieur de l'établissement, le criminel qui était sous l'effet de l'alcool et de la drogue a tenté de dégrader une porte intérieure en acier pour pénétrer et commettre son forfait». Mais c'était sans compter sur les policiers qui ont empêché à temps la dégradation de la porte en arrêtant l'individu

pour le conduire au commissariat pour enquête. Le malfaiteur a été présenté devant la justice et mis en examen pour «tentative de vol par escalade». «Convoqué à une comparution immédiate, il a été écroué», souligne la même source. Par ailleurs, un repris de justice, auteur du vol de plusieurs téléphones mobiles, a également été arrêté quelques jours avant par éléments de la police justice de la 3^e sûreté urbaine. Selon la cellule de communication de la sûreté de wilaya, «le malfaiteur activait au niveau du quartier Edimco,

lhaddaden et au village Laâziv Oumaâmar». «Il a été interpellé suite à une enquête policière enclenchée après dépôt de plusieurs plaintes par des citoyens (hommes et femmes) victimes de vol de leurs téléphones mobiles», précise la même source. Le prévenu a été pris en flagrant délit de vol d'un téléphone mobile de l'une des victimes. Il a été présenté devant la justice et suite une comparution immédiate, mis en examen pour «vol sur la voie publique et récidive, avant d'être écroué».

H. C.

Sûreté d'Alger

Deux individus arrêtés dans une affaire de vol

LES SERVICES de Sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la police judiciaire de la circonscription administrative de Sidi M'hamed, ont arrêté deux suspects impliqués dans une affaire de vol d'un bureau à l'aide de fausses clés et récupéré un montant de 530 millions de centimes, indique, hier, un communiqué des services de la Sûreté nationale. Les deux suspects ont été arrêtés suite à une plainte déposée par un non-voyant auprès du siège de la brigade pour signaler le cambriolage de son bureau situé à Alger-

Centre à l'aide de fausses clés, a précisé le communiqué, ajoutant que les mis en cause ont volé un montant de 530 millions de centimes.

L'affaire a été traitée sous la supervision du parquet territorialement compétent. Les investigations ont permis d'identifier et d'arrêter les deux suspects. Après perquisition des domiciles des deux suspects et d'un local appartenant à l'un d'eux, les éléments de la police ont récupéré l'argent volé et saisi un téléphone portable.

K. L.